

« Intervention de François ZOCCHETTO suite au discours de politique générale du Premier ministre Bernard CAZENEUVE »

15/12/2016

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Monsieur le Premier ministre,

En cette période de fin d'année propice aux voeux, permettez-moi d'espérer, Monsieur le Premier ministre, que votre nomination soit marquée par des épisodes les plus étonnants et peut-être les plus regrettables de la Cinquième République.

Pendant de longues semaines, au milieu d'urgences telles que le danger terroriste, nos interventions militaires à l'étranger, le chômage, les chômeurs, les Français ont assisté au spectacle curieux d'un président de la République et d'un Premier ministre issus du même parti à leur temps à développer des stratégies machiavéliques pour se pousser à renoncer mutuellement, prenant les Français à leur "honte" soit de leur résilience infinie.

Spectacle étonnant, pour ne pas dire navrant, qui se poursuit désormais sur la thématique du bilan. A certains moments, et pour le père, ce quinquennat devient je cite un "échec", une "succession de renoncements" voire une "trahison".

A d'autres moments, quand il s'agit de justifier une ambition personnelle, le bilan est repeint en rose et on vante la distribution de plus ou moins réelles que l'on fera financer par les classes moyennes et les générations futures.

Je ne suis pas certain, Monsieur le Premier ministre, que cette dialectique à géométrie variable soit de nature à réconcilier nos intérêts et notre engagement politique. Nous ne pouvons toutefois vous faire grief de ces joutes qui se déroulent désormais hors du Gouvernement, moment où vos ministres soutiendront des concurrents différents, au risque de perdre leur énergie à conduire leurs politiques ministérielles.

A défaut de changer la face du quinquennat, je formule le vœu que votre nomination assure la dignité du terme de cette présidence.

La situation à laquelle notre pays est confronté ne permet pas de passer les cinq prochains mois par pertes et profits.

Malheureusement nous n'attendons et n'espérons plus rien sur le front économique. En dépit du fameux alignement des astres, nous ne pouvons que l'exploiter de nous faire passer à côté de la reprise, à côté de la croissance. Grâce à l'illisibilité de l'action économique, nous espérons l'entrepreneuriat, le lendemain à relancer la lutte des classes. L'investissement est en berne, nos entreprises championnes se contentent de survivre, sauf en France.

Les emplois créés se comptent en milliers alors que cela devrait être en centaines de milliers. Seuls prospèrent les départs en force de travail.

Votre politique budgétaire a, quant à elle, touché ses limites, que cela soit pour le budget de la Sécurité sociale ou celui de l'Etat.

A force de ne remettre en cause aucune des valeurs sacrées des fondements idéologiques de la gauche historique, et de faire passer des économies au rabot sur le dos des collectivités territoriales, vous en êtes à présenter des budgets insincères.

Nous avons connu des budgets malicieux, mais vous ne pouvez pas demander au Parlement de valider une politique qui consiste à faire passer de suite les recettes futures et à reporter les nouveaux engagements électoraux sur 2018 et au-delà.

Vous ne pouvez pas nous reprocher d'expliquer aux Français que le véritable budget 2017 sera en réalité celui de l'été prochain, d'ailleurs vous ou nous qui soyons en responsabilité à cette date. Vous ne pouvez pas nous reprocher de leur expliquer que les dépenses de Sécurité sociale ne sont pas à l'équilibre, contrairement à ce que les manœuvres comptables et de communication laissent entendre.

Ainsi, Monsieur le Premier ministre, en dépit de votre meilleure volonté, vous ne pourrez modifier le bilan bien médiocre de ce quinquennat qui s'achève. De toute façon, vous n'avez pas plus aujourd'hui qu'hier de majorité cohérente à l'Assemblée pour suivre un cours clair. L'ambiguïté de ligne politique avec laquelle vous êtes arrivé au pouvoir vous a poursuivis.

Beaucoup de vos amis, et je sais que vous en êtes désolé, n'ont su se défaire d'une culture d'opposition et se satisfont de la facilité de la critique et de l'idéalisme plutôt que de l'exigence de l'exercice du pouvoir.

C'est toutefois parce que vous incarnez depuis quatre ans et demi cette gauche responsable, malheureusement si étroite en nombre, que nous avons envie de penser que les cinq prochains mois pourraient avoir un sens.

En tant que Ministre de l'Intérieur, nous vous avons souvent entendu deux priorités absolues : garantir la sécurité des Français et restaurer la parole de l'Etat.

Désormais Premier ministre, nous vous demandons de conserver ce cap. Il y a quelques instants encore, vous nous alertiez sur une menace terroriste plus intense que jamais. Jamais la majorité sénatoriale n'a failli et le Ministre de l'Intérieur que vous avez été se souvient de l'accueil positif et constructif que vous avez toujours reçu dans cette enceinte quand il s'agissait de mieux protéger les Français.

Vous connaissez l'ampleur de la tâche qui incombe à nos forces de sécurité. Nous savons tous qu'elles font un travail extraordinaire. Mais nous savons également à quel point nos forces de l'ordre sont épuisées, à bout de souffle et n'ont plus les moyens d'assurer convenablement leurs missions. J'en veux pour preuve les nombreux rassemblements de fonctionnaires de police pour dénoncer leurs conditions de travail et plus largement l'état d'esprit anti-police plus pernicieux qui anime à nouveau des pans de notre société, comme l'ont malheureusement illustré les manifestations violentes contre la loi "Travail" ou l'ignoble agression de Viry-Châtillon. Nous vous demandons de donner à nos policiers et à nos gendarmes le plein soutien qu'ils méritent.

Comme vous, nous n'avons aucun état d'âme à affirmer que le combat contre le terrorisme doit être poursuivi à l'extérieur de nos frontières. Daesh recule en Irak, en Libye, en Afrique subsaharienne. Ceci constitue de premiers succès mais nous sommes encore loin d'une victoire finale.

Comment d'ailleurs pourrions-nous parler de victoire lorsque nous assistons simultanément à l'une des pires catastrophes humanitaires de ces dernières décennies, à Alep ? Vous n'en êtes évidemment pas personnellement responsable. En revanche, en refusant obstinément depuis des années tout échange avec le régime de Bachar Al Assad, toute discussion avec la Russie, nous en sommes obligés de constater que nous manquons aujourd'hui de tout moyen pour intercéder auprès de lui. La diplomatie sert ausis à cela, à maintenir des passerelles avec les régimes les plus critiquables, plutôt qu'à se draper dans des postures moralisatrices qui n'impressionnent personne et qui se sont révélées contre-productives.

Monsieur le Premier Ministre, la crédibilité de la parole de l'Etat était également une de vos constantes. Il faut dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Dans cet esprit, vous avez une excellente opportunité de mettre en oeuvre votre ligne, je veux parler de l'évacuation du site de Notre-Dame-des-Landes.

Comment pouvez-vous admettre qu'une minorité ultra-violente impose sa volonté en dépit de toutes les procédures démocratiques conduites depuis 30 ans et en dépit des décisions de justice rendues par dizaines. Dois-je également vous rappeler le référendum que le gouvernement précédent, auquel vous apparteniez, a lui-même provoqué ?

Et pourtant, dans une semaine, d'obscures raisons justifiraient un nouveau report de l'évacuation. Je ne peux pas croire à une manoeuvre aussi grossière qui ferait reposer sur vos successeurs la responsabilité que vous ne voulez pas assumer. La parole de l'Etat, celle d'une évacuation, maintes fois réaffirmée dans cette enceinte, y compris par vous-même, ne peut se dissoudre aussi facilement. Ou alors, comment nous convaincre de la sincérité de votre engagement ?

Monsieur le Premier ministre, cinq mois c'est très court, et vous n'aurez pas le temps nécessaire pour restaurer le quinquennat. Montre-nous que ce quinquennat aurait pu avoir un autre visage et une autre ambition. Donnez-nous des raisons d'espérer qu'une gauche réaliste et constructive sera demain une opposition utile !

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : [@UC_Senat](https://twitter.com/UC_Senat)
Facebook : [SenateursUDIUC](https://www.facebook.com/SenateursUDIUC)